



Le syndrome du Fifagate et la sphère des droits de l'Homme au Qatar

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 06 septembre 2016

madaniya.info 1 septembre 2016

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

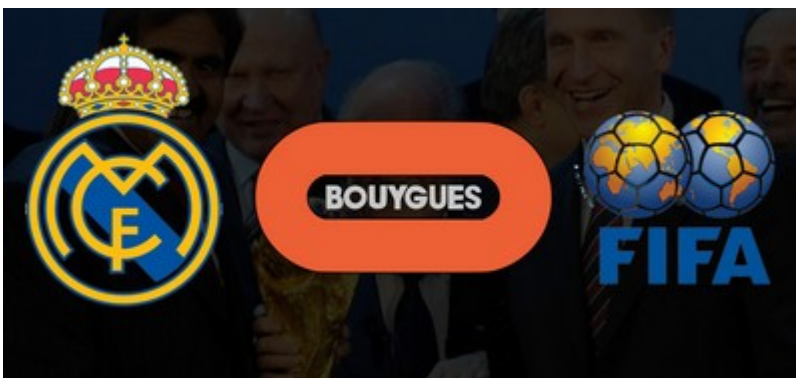
Thème: [Droits humains et État policier](#)

Titre original :

FIFA-Qatar : Haro sur une ONG phare, le GNRD (Global Network for Rights and Development) * 1/3

Acte un: le premier protagoniste, le Qatar, état négrier ? hors la loi ?

Le syndrome du FIFAGATE a tétanisé, par cercles concentriques, la sphère des Droits de l'Homme, les Républiques les plus vertueuses comme les pétromonarchies les plus libidineuses, jusqu'à la galaxie des Organisations Non Gouvernementales (ONGs), les lanceurs d'alerte de l'époque contemporaine, désormais tenus en suspicion par bon nombre de protagonistes du théâtre d'ombre en raison de leur activisme généré par les scandales inhérents aux grandes compétitions internationales, particulièrement l'attribution de la coupe du Monde 2020 au Qatar.



Mais qui dit Coupe du Monde de Football dit grands travaux, travailleurs migrants, dumping social, magouille, corruption, dopage, sexe et drogue. En un mot les ingrédients habituels de la vie haut de gamme de la «jet-society».

La Pathétique fin de carrière pour Michel Platini

La bourrasque provoquée par le scandale FIFA sur les conditions d'attribution de la coupe du monde 2022 au Qatar au détriment des États-Unis a emporté le ponton du Football mondial, Joseph Blatter et poussé vers la sortie Michel Platini, contraint à sa démission de poste de président de l'UEFA, après la confirmation de sa condamnation en appel par le Tribunal Arbitral des Sports. Un coup de massue qui a mis brutalement fin à sa carrière.

Depuis l'éclatement du scandale, trois autres membres dirigeants de la FIFA ont été frappés d'une suspension à vie: le Qatar Mohamed Ben Hammam, l'Américain Chuck Blazer et le Trinidadien Jack Warner, impliqués dans un scandale portant sur quelque 150 millions

d'euros de pots-de-vin, de rétrocommissions et de blanchiment. Une mesure qui équivaut à un bannissement professionnel.

La bourrasque a emporté en outre sept hauts dirigeants du football international, à la demande de la justice américaine. Parmi eux, Jeffrey Webb (Îles Caïman) et Eugenio Figueredo (Uruguay), deux membres du comité exécutif de la FIFA.

Le Mondial du Qatar, un investissement de 220 milliards de dollars

Le Mondial du Qatar 2022 : Un investissement de 220 milliards de dollars, soit 185 milliards de plus que le Mondial du Brésil (2014).

L'enjeu est de taille : le budget prévisionnel du Qatar pour le Mondial 2022 prévoit des investissements de l'ordre de 220 milliards de dollars, soit 185 milliards de dollars de plus que les investissements effectués au Brésil pour le même événement dix ans plus tôt.

Dans un rapport, la Confédération Syndicale Internationale (CSI) publié le 18 décembre 2015, jour de fête nationale au Qatar, a bouleversé l'approche traditionnelle du débat sur la loi du travail en s'attaquant non plus au Qatar lui-même, ni-même à la FIFA, mais aux entreprises occidentales en charge de la construction des nombreuses infrastructures pour le mondial 2022.

Dans son rapport, la CSI -engagée pour les droits des travailleurs du monde entier- a recensé l'ensemble des entreprises ayant répondu aux différents appels d'offres de la pétromonarchie du Golfe pour la construction ou la rénovation de stades, de quartiers ultra-modernes, mais aussi de réseaux autoroutiers ou encore d'un nouvel aéroport international. Des infrastructures dépassant donc le cadre proprement sportif, axées sur le développement quasi-exclusif de la ville de Doha.

Un investissement estimé à environ 220 milliards de dollars pour le Qatar, soit environ 185 milliards de plus que lors de la Coupe du Monde 2014 au Brésil. Un budget qui devrait aussi largement dépasser les prévisions annoncées par la Fédération de Russie pour l'organisation du mondial 2018.

Au total, 21 pays dont 9 européens sont concernés par la présence d'une de leurs entreprises au Qatar. En France, le groupe Bouygues Construction a supervisé l'édification du quartier Qatar Petroleum District. Un complexe financier composé de 9 tours dont la valeur est estimée à 1,3 milliard de dollars.

Le réseau d'égout de la capitale qatarie, Doha, est également l'une des tâches du groupe français. Président-directeur général du groupe Bouygues, Martin Bouygues n'est autre que le parrain de Louis Sarkozy, fils de Nicolas, accusé d'avoir «influencé» le vote pour l'attribution du mondial 2022 au Qatar, ia Michel Platini.

Autre pays, l'Espagne par l'intermédiaire du groupe Actividades de Construcción y Servicios (ACS) fondé et dirigé par Florentino Pérez, Président du Real Madrid, club économiquement phare de la zone euro.

En superposition, l'Académie «Aspire Football Dream», institution fondée en 2004 par le souverain déchu, fonctionne à la manière d'un aspirateur de talent selon mode opératoire du Qatar dans une parfaite synergie avec les grands du BTP espagnols et les clubs sanctionnés. Tout baigne dans la plus parfaite harmonie entre sports et business.

Aspire fait office d'incubateur aux mineurs africains, aux talents sportifs avérés mais sans expérience, qu'elle accompagne dans leur formation africains pour en faire des professionnels aux prix prohibitifs.

Cf à ce propos: La nouvelle stratégie des ONG pour les droits des travailleurs au Qatar (Nicolas Keraudren) <http://www.madaniya.info/2016/03/25/afrique-football-sus-aux-negriers-du-football/>

Mais là n'est pas le sujet principal de ce texte. L'essentiel est ailleurs. L'essentiel est le Qatar.

Le Qatar, État négrier ?

Pays ami de la «Patrie des Droits de l'Homme», la principauté gazière paraît cumuler toutes les qualités d'une bonne gouvernance à en juger par la recension de la presse internationale, qui présente ce pays tantôt comme un état hors la loi tantôt comme un état négrier, de surcroît bailleur de fonds du djihadisme planétaire. Un état infréquentable en somme.

Si la France a rétabli la peine de déchéance de nationalité à l'encontre de ces nationaux qui aurait commis un acte de grande infamie, le Qatar, lui, a tout simplement ordonné d'un trait, la déchéance de nationalité à 5.258 ressortissants qataris, sans motiver réellement sa décision. Cette décision apparaît comme une mesure de châtement collectif prise à l'encontre de la tribu «Al Ghofrane», dont la signification en arabe est, paradoxalement, «le pardon», membre de la confédération tribale d'«Al Mari». <http://www.madaniya.info/2015/04/02/qatar-decheance-arbitraire-de-la-nationalite-a-l-encontre-de-5-258-personnes/>

La condition des travailleurs étrangers

Amnesty International a publié en 2014 un rapport sur les conditions de travail effroyables des nombreux étrangers de l'émirat, notamment sur les conditions de vie des ouvriers du chantier de la Coupe du Monde de Football, en 2022, où près d'un millier de travailleurs y ont péri. L'organisation népalaise «Proissy» assure, de son côté, que «plus de quatre cents ouvriers du bâtiment sont morts sur les chantiers du Mondial du Qatar».

Le rapport publié le 17 Février 2014 sur le site en ligne «Ar Rai Al Yom», le site de l'ancien directeur d'Al Qods al Arabi, Abdel Bari Atwane, précise que les Népalais représentent 20 % des travailleurs immigrés opérant sur les chantiers du Qatar. <http://www.raialyom.com/?p=53211>

Le Qatar compte 1,9 million d'habitants, dont 1,5 million d'immigrés. Près de 90% des travailleurs sont étrangers. Parmi eux, les ouvriers (environ 500.000 étrangers, surtout des hommes) et les domestiques (environ 130.000 étrangers, surtout des femmes) sont les deux catégories les plus exploitées. Elles sont d'ailleurs formellement exclues d'un large pan de la législation qatarie sur le travail, s'agissant notamment des horaires et des possibilités de recours en cas d'abus. Ce sont des travailleurs sans droits.

La plupart viennent d'Asie (Inde, Bangladesh, Népal, Philippines, Pakistan). Quand ils arrivent dans les chantiers, c'est la douche froide. Le travail, le salaire, les horaires, le logement, rien ne correspond à ce qui leur avait été promis. Il arrive qu'ils ne soient pas

payés pendant des mois.

Les travailleurs sont pris au piège de la «Kafala», le système de «parrainage» pratiqué au Qatar comme dans la plupart des riches monarchies du Golfe. Il donne à l'employeur tout pouvoir sur l'employé. L'employeur peut empêcher ses salariés de changer de travail ou de quitter le pays. La confiscation des passeports, bien qu'illégale, est pratique courante. Les ouvriers sont entassés dans des baraquements avec des sanitaires délabrés, des cuisines impraticables, sans air conditionné alors que la température avoisine 45°.

Sur les chantiers des gratte-ciel, malls et autres stades de foot, les accidents du travail sont fréquents. Réclamer une indemnité en justice est théoriquement possible mais long et très coûteux. Les domestiques, elles, sont exposées à la maltraitance et aux viols. Celles qui s'en plaignent aux autorités se retrouvent généralement sous le coup d'une enquête pour «relations illicites», les relations sexuelles n'étant pas autorisées en dehors du mariage.

Sous-traitants et gros promoteurs

Même quand les migrants arrivent à retourner chez eux, «le cauchemar continue car après des mois et des années ils rentrent endettés», souligne le rapport. La plupart des abus constatés sont le fait de petits sous-traitants.

«Cependant, de gros promoteurs, y compris des entreprises multinationales, sont responsables du traitement de ces employés sur leurs sites au Qatar», souligne l'ONG, qui espère que l'approche de la Coupe du Monde braquera les projecteurs sur le Qatar, l'obligeant à se mettre davantage en conformité avec les traités internationaux dont il est pour partie signataire.

Le Qatar, mercenaire du champ diplomatique

Toujours à la pointe du progrès, le Qatar a ajouté une nouvelle corde à son arc, en innovant une nouvelle forme de mécénat : le mercenariat diplomatique, non le mécénat, mais bien le mercenariat diplomatique.

Jusqu'à-là réservé au domaine sportif, le Qatar a en effet étendu le mercenariat au domaine diplomatique gangrenant l'une des plus illustres institutions internationales: Le Conseil des Droits de l'Homme.

Le Qatar a siégé au sein de cette instance d'une manière discontinue pendant deux mandats et son mandat est venu à expiration fin 2014. Ayant semble-t-il pris goût à la parade diplomatique, le nouvel émir du Qatar, le Prince Tamim, tant vanté par la presse internationale pour son modernisme à sa prise de fonction en juin 2013, a voulu prolonger son plaisir.

Comme avec le Paris Saint Germain, club parisien de Football, comme surtout avec la coupe du monde de Football de 2022, comme avec son équipe nationale de Handball, le crésus du Qatar a pioché dans la caisse. Et le hasard lui a offert un état africain désargenté... sur un plateau d'argent. On ne change pas les habitudes qui font leur preuve.

Le Conseil des Droits de l'Homme est un organe intergouvernemental du système des Nations Unies, composé de 47 états qui ont la responsabilité de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme autour du globe.

«Toutes les victimes de violations des droits de l'homme devraient être en mesure de se tourner vers le Conseil des droits de l'homme comme un forum et un tremplin pour

l'action.» (Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies, 12 mars 2007, ouverture de la 4e session du Conseil des Droits de l'Homme).

Le règlement intérieur de cette auguste instance prohibe à un état ayant accompli deux mandats successifs de trois ans, -soit un total six ans-, de postuler pour un troisième mandat.

Le Qatar a fait preuve d'innovation juridique en créant le statut de membre permanent d'une instance internationale relevant de l'ONU... par extension du champ du mercenariat corrélativement au champ de la corruption.

À moins que les dirigeants de cette respectable institution auguste n'ait voulu primer un pays qui s'est distingué par son traitement inhumain des travailleurs immigrés des chantiers de la Coupe du Monde de Football, ou le récompenser pour avoir séquestré une équipe d'enquêteurs népalais venus s'enquérir au Qatar du sort de leurs compatriotes.

Ou encore lui concéder une prime d'encouragement pour son rôle désintégrateur des pays arabes (Libye, Syrie), lors de la séquence dite du «printemps arabe» (2011-2014), ou pour son rôle déstabilisateur du pré carré africain de la France, au Mali, via Ansar Eddine, ou enfin d'avoir ordonné la déchéance arbitraire de nationalité à 5.258 ressortissants qataris, sans motiver réellement sa décision; une décision apparue comme une mesure de châtiment collectif prise à l'encontre.

Sénilité précoce ? Gangrène morale exacerbée ? La vénérable institution chargée de veiller au respect des Droits humains n'a pas jugé bon à redire... ni sur ce mercenariat diplomatique d'un genre nouveau, ni sur la déchéance arbitraire de nationalité de plus de cinq mille qataris, ni non plus sur la condition des travailleurs immigrés au Qatar.

Pas plus que la France, ni les États-Unis, le fer de lance des «grandes démocraties occidentales». Ainsi périssent les grandes démocraties de leurs propres infractions à leurs grands principes.

<http://www.madaniya.info/2015/02/19/qatar-extension-du-domaine-du-mercenariat-au-champ-diplomatique/>

Un si vilain pays

Le rôle moteur du Qatar dans le conditionnement de l'opinion, l'encadrement et l'amplification du «printemps arabe», la confiscation de la révolution arabe et son déroutement des rives inflammables du Golfe pétro monarchique vers les républiques laïques de la Méditerranée (Libye, Syrie), en connivence avec les États-Unis, jusque-là susurré, est établi.

Le Qatar, connu du monde entier par une antiphrase ravageuse, «la chaîne qui possède un état», en référence à sa chaîne d'Al Jazira, alimentera ainsi de nombreuses thèses doctorales des facultés des sciences de la communication sur la «Révolution 2.0» ou d'autres balivernes du genre «Révolution cathodique», dans une opération de diversion médiatique visant à usurper, à tout le moins à en atténuer la portée, en tout cas à subvertir le sacrifice du tunisien Mohamad Bouazizi, l'étincelle de la révolution. Un parfait représentant de cette société informelle qui peuple le Monde arabe par déclassement social, dont la marginalisation et la paupérisation ont constitué le moteur du bouleversement régional, avant d'être dérouté par l'islam pétrolier et atlantiste de son cours libératoire.

Le passage forcé de ce cheval de Troie anglophone de l'Amérique au sein de l'Organisation de la Francophonie, en vue de prendre pied dans la zone stratégique à la charnière du Maghreb et de l'Afrique noire, à l'arrière-plan du grenouillage et des gigotements de la classe politique française devant ce nouvel eldorado, révèlent la face sombre de cet émirat, sa vanité en même temps que la cupidité et la vulnérabilité de ses interlocuteurs français.

Point n'est besoin d'être grand clerc pour appréhender le Qatar, le nouveau crésus de l'économie planétaire, au fonctionnement sommaire, au décryptage basique. Une charade simple à dénouer.

Un fils qui évince son père est un parricide. Un prince qui épouse la fille du chef de l'opposition, en gage de sa loyauté, est un Machiavel en herbe. Ou un gougnafier.

Un gouverneur qui sévit en tandem avec son cousin, -le propre fils de l'ancien émir destitué par le propre père de l'actuel gouverneur-, en vue de mettre l'émirat en coupe réglé est un prédateur.

En somme les Borgia de Florence délocalisés à Qatar gaz, quand bien même octroie-t-il en guise de jeux de cirque, des Porche rutilantes à sa police.

L'attelage ainsi constitué est désigné dans le langage académique comme étant une relation tripolaire. Ou une triangulation. Michel Audiard, célèbre dialoguiste de cinéma du siècle dernier au langage fleuri, qualifiait jadis ce genre de «combinazione» de «conjuración de cloportes» ourdie par des prédateurs machiavéliques. Autrement dit une association de malfaiteurs.

Au vu d'une telle mystification, il aurait sans doute tonné haut et fort contre qu'«il ne faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages», encore moins les vessies pour les lanternes, intimant de cesser au plus vite ce «foutage de gueule», si préjudiciable à ses auteurs.

La chute vertigineuse de l'audience d'Al Jazira en porte témoignage, de même que le licenciement massif de 1.200 de ses salariés. De «43 millions de téléspectateurs quotidiens à 6 millions», selon Riad Sidaoui, directeur du Centre arabe de recherches et d'analyses politiques et sociales (CARAPS), basé à Genève, qui explique cette dégringolade par le traitement partial de la chaîne qatarie du «printemps arabe» au point de soutenir la guerre coloniale de l'OTAN en Libye.

Le roitelet d'un minuscule pays qui génère un milliard de dollars de recettes par jour dans un monde où l'argent est roi est ipso facto le Roi du Monde dans une période où l'économie occidentale est en crise systémique.

Mais le souverain d'une principauté dont le quart de la superficie du pays est occupé par une importante base militaire américaine est au choix un prince captif ou un souverain sous tutelle.

Un gouverneur d'opérette ? Une marionnette ? En tout état de cause, un tison incandescent américain planté sur le flanc de l'Arabie, alléché par l'idée de se substituer à la dynastie wahhabite au leadership spirituel et politique du Monde sunnite. Au même titre que la Turquie, principal bénéficiaire sur le plan régional sunnite de la destruction de l'Irak et de la Syrie.

Milliardaire du loto de la vie, à l'obésité étroite dans sa cage dorée, ce bédouin oisif s'est choisi comme terrain de jeu la scène mondiale. Et pour hobby, non le golf qui sied aux gentlemen, mais le jeu de massacre que ce fauconnier braconnier prise particulièrement.

Un milliardaire arabe et croyant qui consacre 200 millions de dollars à Jérusalem et trois milliards de dollars au financement des djihadistes cannibales en Syrie est un mystificateur. Et pour les puristes de la religion, un mécréant.

Que, dans la foulée, le Hamas, ultime mouvement sunnite de lutte armée, choisisse à son chef charismatique, Khaled Mecha'al, comme résidence permanente, Doha, à vol d'oiseau de la base américaine du Centcom, la plus importante base américaine du tiers monde, donne la mesure de l'abdication morale et intellectuelle de l'Islam atlantiste.

Un acte d'indignité nationale à l'effet de disqualifier ce mouvement de libération nationale, au-delà de l'insulte morale que constitue ce choix pour la mémoire des pères fondateurs de ce mouvement tous tués par assassinats extra judiciaires israéliens avec la caution américaine.

Tels sont les axiomes de base de l'équation qatarie. Le reste relève de l'entreprise apologétique, d'une mendicité déguisée ou d'une gesticulation médiatique en quête de notoriété.

Le soft power, notion abondamment développée par les laudateurs de cette principauté gazière ne saurait tenir lieu de cache misère à une indigence conceptuelle, ni justifier les turpitudes d'un pays qui passe pour être l'un des principaux exportateurs du djihadisme erratique, le principal promoteur financier du néo islamisme rigoriste dans les pays arabes et africains, particulièrement en Tunisie, ainsi qu' Mali.

René Naba

Source de l'image (par Nicolas Vadot Via Soccer Politics / The Politics Of Football), <http://www.glammonitor.com/2014/qatar-tainting-fifa-fifa-tainting-football-1356/>

La source originale de cet article est [madaniya.info](http://www.madaniya.info)

Copyright © [René Naba](http://www.madaniya.info), [madaniya.info](http://www.madaniya.info), 2016

Articles Par : [René Naba](http://www.madaniya.info)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe.

Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bognoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca